

SEMINAIRE FAL/FSM
*« Les métropoles urbaines sous tension de la crise financière
du capitalisme néolibéral. Pourquoi ?
Regards croisés des autorités locales et de mouvements sociaux »*

INTERVENTION D'OUVERTURE DE STEPHANE TROUSSEL

Jeudi 29 janvier 2009

Mesdames, Messieurs,

Permettez moi d'abord de vous dire la joie qui est la mienne de participer pour la première fois à un débat organisé dans le cadre du Forum Social Mondial. J'ai été frappé par le nombre des participants, leur jeunesse, leur diversité et leur extraordinaire détermination.

Je le fais à un moment très particulier puisque ce Forum est le 1er depuis le début de la crise que connaissent ou vont connaître l'ensemble des pays de la planète.

Alors que le monde traverse une crise économique, financière et sociale profonde sans précédent, interrogeant, par son ampleur, sa violence, sa gravité, tout à la fois l'essence et le fonctionnement du modèle capitaliste, je me félicite que notre séminaire vise à confronter les regards, les expériences et analyses des responsables locaux et des mouvements sociaux.

Je veux aussi vous dire ce que mon expérience de militant associatif et d'élus local m'a permis de mesurer, depuis près de 15 ans : les autorités locales sont le dernier rempart contre l'exclusion en période de crise et de tension. En France, elles réalisent 75% de l'investissement public, elles ont à protéger par exemple les allocataires du Revenu minimum d'insertion, dont le nombre est reparti à la hausse, dans un département comme le mien.

Leur résistance aux effets de la crise financière néolibérale est fondamentale, spécialement dans un environnement urbain.

Depuis le début de cette crise qui démontre la faillite du modèle capitaliste financier transnational, on s'interroge : est-ce qu'elle va être un levier pour nous permettre de construire de véritables alternatives et changer de modèle ? Ou au contraire, sera-t-elle utilisée par les tenants du néolibéralisme pour justifier de nouvelles régressions et lever les derniers obstacles qui résistent encore ?

En France, aujourd'hui, le pouvoir central qui, en dépit des déclarations d'intention, des vœux pieux et incantations momentanées, poursuit inexorablement sa politique néo-libérale, veut franchir vis-à-vis des autorités locales une étape supplémentaire essentiellement par deux moyens :

1) Etrangler financièrement et durablement les collectivités locales en les plaçant face à un dilemme incroyable. En réduisant ses dotations, l'Etat leur dit : Soit vous ne faites rien et vous réduisez les champs de l'intervention publique locale. Soit vous augmentez la pression fiscale et vous vous rendez impopulaire car cette fiscalité locale est en France injuste car tenant très peu compte des ressources des ménages.

2) C'est un vaste chantier de réorganisation territoriale qui sous prétexte d'efficacité, risque fort de n'être qu'une vaste opération électoraliste de dépeçage des capacités d'agir des autorités locales en leur retirant ce qu'on dénomme en droit français la clause de compétence générale. La conséquence serait de les réduire au simple rôle de distributeurs de prestations ou de metteurs en

scène de politiques définies par d'autres, en l'occurrence le pouvoir central (ex : le RMI/RSA désormais totalement à la charge des départements, dont l'Etat vient de modifier les règles).

Si ces projets venaient à aboutir, c'en serait fini de la capacité des autorités locales à porter des politiques publiques locales alternatives.

Sur ces aspects comme sur tant d'autres, mais parce que concernant celui-ci il est encore plus difficile d'en faire percevoir les enjeux, le dialogue, la recherche d'actions communes, de convergences entre responsables locaux et mouvements sociaux n'est pas seulement une potentialité comme une autre, c'est, à mon sens, une impérieuse nécessité. L'objectif des néo-libéraux est de nous diviser, de nous opposer. Nous avons l'obligation, dès lors que nous sommes d'accord sur l'essentiel, de faire converger nos objectifs et nos actions.

Je voudrai conclure sur une note d'optimisme par deux exemples récents.

D'abord celui de la manifestation qui se débute en ce moment même en France et notamment à Paris place de la Bastille et qui va, chacun le sent depuis des semaines, connaître un succès inégalé depuis longtemps. L'ensemble des organisations syndicales, de nombreux élus, partis politiques de gauche, associations appellent ensemble à manifester pour dire au pouvoir central : assez ! Il faut changer de cap face à la crise !

Deuxième exemple, les professionnels français du soin, hôpitaux et centres psychiatriques, du travail, de l'emploi et de la solidarité, de l'éducation, de la justice, de l'information et de la culture ont lancé vendredi dernier « *l'Appel des Appels* », déjà soutenu par près de 45.000 signatures, dénonçant les atteintes au droit, à l'équité et à la solidarité commises par le gouvernement et prétendument justifiées par le contexte économique mondial. Je veux vous lire quelques extraits de cet appel :

«A l'Université, à l'École, dans les services de soins et de travail social, dans les milieux de la justice, de l'information et de la culture, la souffrance sociale ne cesse de s'accroître. Elle compromet nos métiers et nos missions.

Au nom d'une idéologie de "l'homme économique", le Pouvoir défait et recompose nos métiers et nos missions en exposant toujours plus les professionnels et les usagers aux lois "naturelles" du Marché. Cette idéologie s'est révélée catastrophique dans le milieu même des affaires dont elle est issue.»

A l'image de cette initiative, la contre-attaque conjointe des autorités locales et des responsables du mouvement social doit être lancée.

Je vous remercie.

Intervention de Gilbert ROGER, Vice-président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis.

FORUM DES AUTORITÉS LOCALES / BELÉM / PARA / BRÉSIL – 31 JANVIER 2009.

Je suis très heureux de contribuer à l'ouverture de notre Forum et de vous retrouver, à nouveau, au Brésil, mais pour la première fois en Amazonie, cette région si précieuse pour toute la planète. Cette 8^{ème} édition témoigne de la longévité du FAL et notre participation nombreuse, de l'élargissement de nos combats et de nos valeurs pour l'inclusion sociale et la démocratie participative.

Articulé depuis sa création au Forum social, dans ce réseau du FAL, nous sommes des « élus militants », issus du mouvement social et nous partageons la conviction qu'un autre monde est possible.

Si, en 2001, cette affirmation était un cri d'espoir et de résistance, qui aujourd'hui, face à la crise financière, économique, sociale et environnementale qui fait rage, oserait contester qu'un autre monde soit nécessaire ? Alors qu'il y a tout juste 10 ans, tous les partisans de l'ultralibéralisme théorisaient « la fin de l'Histoire », aujourd'hui, entre Davos et Belém, la confrontation sur les alternatives à construire est plus que jamais nécessaire. C'est la raison pour laquelle, dans notre diversité, nous nous retrouvons ici : tout simplement parce que la condition humaine se révèle à ce point absurde et injuste, qu'il ne peut pas être question de s'y résigner.

Je voudrais, à ce sujet, exprimer deux idées, qui pour moi conditionnent l'avenir de notre forum et l'élargissement de son réseau.

Nous vivons des réalités locales différentes, mais nous sommes confrontés à des défis communs. Ces défis sont posés à l'échelle globale, mais ils ont des effets similaires sur chacun de nos territoires. Bien sûr, du Nord au Sud, subsistent d'énormes inégalités de développement. Mais les mêmes causes produisent les mêmes effets. Partout domine un double mouvement de globalisation et de métropolisation. 50% de la population mondiale est urbaine et d'ici 20 ans, ce sera 60%. Mais dans quel

contexte se produit ce mouvement ?

Nos villes sont à la pointe des combats pour la justice sociale, pour l'accès aux droits fondamentaux et pour la participation citoyenne. Mais sous l'impulsion de la marchandisation et de la privatisation, de la mise en concurrence internationale des territoires, se dessinent des métropoles qui, telles des pièces de monnaie, ont deux faces.

Sur l'une se concentrent les capitaux, le travail qualifié, l'information, la consommation, l'accès facile à la culture et aux services... pendant que sur l'autre face s'étend la souffrance sociale, l'inégalité d'accès aux soins, à l'éducation, aux transports, la précarisation puis la marginalisation des plus démunis, la rareté des services publics et des biens culturels.

Dans les régions et les pays les plus déshérités du monde, le plus souvent ceux qui ont déjà eu à souffrir du pillage colonial, la même logique conduit à la croissance exponentielle de bidonvilles tentaculaires, qui forment de nouvelles mégapoles où sévit une misère extrême : un tiers de la population urbaine mondiale vit aujourd'hui privé d'eau propre, d'électricité ou de sanitaires.

Face à ce mouvement, à ces logiques qui sont à l'œuvre sur nos territoires, face à leurs conséquences écologiques et humaines, il y a urgence à construire le droit à la ville du XXI^{ème} siècle. Il est urgent d'imposer, d'inventer et d'expérimenter un autre mode de développement, solidaire, durable et démocratique, partout sur la planète.

Cette urgence se pose localement. C'est une urgence et un impératif pour chacune et chacun des élus locaux que nous sommes. C'est cela qui donne sens et raison d'être à notre Forum.

Ma deuxième idée découle de la première.

Nous sommes confrontés à des problèmes communs. Ils se posent à l'échelle locale et nationale, continentale et mondiale. Le rapport de force à construire pour un autre monde possible se pose, lui aussi, à toutes ces échelles. Il impose donc de faire appel à la diversité de nos engagements, de nos cultures, de nos langues, de nos combats. Il concerne l'ensemble

de celles et ceux qui sont prêts à se retrouver pour défendre l'intérêt général et les Biens communs de l'humanité, l'environnement, la justice sociale et l'épanouissement humain.

Pour que ces objectifs l'emportent, nous avons le devoir de confronter la diversité de nos points de vue et de nos expériences.

Ce devoir en appelle un autre : celui de faire pleinement vivre le pluralisme au sein de notre réseau d'Autorités locales.

Notre diversité est un atout, une richesse. Soit nous la cultivons dans nos échanges comme dans le mode d'organisation horizontal de notre réseau, soit elle s'épuisera et nous nous affaiblirons.

En résumé... et pour conclure ;

- Le monde qui est le nôtre invite à relever le défi de construire des métropoles solidaires, durables et démocratiques, comme un défi vital pour l'avenir de toute notre humanité, pour celui de nos enfants.

Et,

- Réussir dans cette entreprise nous oblige à rassembler la richesse des expériences, des idées et des engagements les plus divers, dès lors qu'ils concourent à relever ce défi.

Ces deux idées, simples et de bon sens, constituent les piliers de la préparation du 2^{ème} Forum des Autorités Locales de Périphéries. Ce nouveau forum des périphéries populaires se réunira en mai 2010 en Espagne, à Getafe, et ambitionne de produire une Charte mondiale pour des métropoles solidaires.

Après le succès du FALA et du FAL de Belém, ce sera, j'en suis certain, une contribution précieuse à notre engagement commun pour l'inclusion sociale et la démocratie participative et je vous invite, toutes et tous, à prendre part à ce travail.

Je vous remercie.



BELEM 2009

DÉCLARATION FINALE

IX^e Forum Social Mondial, 8^{ème} Assemblée du réseau FAL, 1^{ère} Assemblée du Forum des Autorités Locales d'Amazonie

Belém do Para (Brésil), le 31 janvier 2009

Un Agenda d'avenir pour les Autorités Locales

1. Du 28 au 31 janvier 2009, à Belém do Para, les Autorités Locales se sont rencontrées dans le cadre du Forum social mondial célébré en Amazonie brésilienne. Cette assemblée réunissait des villes, réseaux de villes et gouvernements locaux intermédiaires ou autonomes avec les représentants de réseaux, mouvements et organisations du Forum social mondial et des personnalités de gouvernements fédéraux et nationaux et d'organismes internationaux.
2. Le Forum des Autorités Locales a réaffirmé l'importance de la coopération et de l'organisation en réseau des différents niveaux de pouvoirs locaux et territoriaux et de leur alliance avec les mouvements sociaux pour la construction d'un autre monde possible dans le contexte actuel de crise structurelle globale. Le FAL, réseau pluraliste, est composé d'élus locaux militants, le plus souvent issus de différents mouvements sociaux.
3. Ce 8^{ème} Forum se réunit au moment où le monde connaît une crise globale de dimension et de durée sans doute inédites. Les effets les plus violents de cette crise se manifesteront majoritairement dans les populations et les territoires les plus défavorisés. Cette crise n'est pas seulement financière. Le petit monde de *Wall Street* et les propositions du Forum économique de Davos conduisent au naufrage et plongent l'humanité dans une crise de civilisation. Cette crise globale est en même temps économique, sociale, environnementale, énergétique, alimentaire. Elle révèle du même coup l'échec de l'unilatéralisme néo conservateur et de son idéologie.
4. Face à ce panorama de désolation, prennent progressivement corps des alternatives diverses dans des espaces locaux, métropolitains (la moitié de l'humanité est aujourd'hui urbaine), régionaux et globaux, voire nationaux, alternatives et

expériences qui ouvrent de nouvelles perspectives et horizons vers un autre monde possible : processus d'intégration des peuples et régions et pour un multilatéralisme rénové ; expériences de démocratie participative ; politiques actives de socialisation (inclusion sociale) ; réappropriations des biens et services publics ; défense des droits humains, culturels, linguistiques ; plates-formes d'échanges et de coopération pour la construction de métropoles solidaires ; respect de la diversité et valorisation de la solidarité ; propositions de coopérations Sud-Sud ; propositions d'alliance des civilisations et pour la promotion d'une culture de paix et de la non violence. Sur ce point et après les souffrances indicibles que la guerre vient de faire subir aux populations palestiniennes de Gaza, le forum réaffirme son attachement à un règlement politique dans la justice et pour l'application du droit international comme seule voie possible d'une sécurité partagée et d'une paix véritable.

5. Le dépassement de systèmes économiques basés sur l'exploitation systématique et destructrice des ressources naturelles pour encourager puis satisfaire une demande croissante de consommation irresponsable ; les expériences qui démontrent la viabilité d'une économie sociale, durable et solidaire ; les nouveaux modèles territoriaux de développement local basés sur la préservation de leurs ressources et une plus juste répartition des richesses... sont quelques-unes des expressions du monde que nous voulons construire.
6. Dans ce contexte de crise et d'émergence de nouvelles alternatives, le « local » devient l'espace stratégique pour relever les défis posés. Ces dernières années, nos Gouvernements locaux ont établi des relations et alliances nouvelles avec les Mouvements sociaux et les différents modes d'organisation de la citoyenneté locale en construisant des réseaux d'échanges spécifiques (FAL-P, Plate forme mondiale PPIS, FAL-A...). Tout ce travail concourt au développement de politiques locales innovantes en matière de gestion démocratique et d'inclusion sociale. Nous poursuivons ainsi l'objectif que le FAL se développe comme un réseau de Gouvernements locaux se substituant aux modèles rigides, centralisés et bureaucratiques par une alternative d'organisation horizontale, décentralisée et flexible, pratiquant une solidarité globale opposée aux causes et effets d'une globalisation ségrégative.
7. Le FAL impulse une stratégie internationale/locale articulée à l'expérience et aux pratiques de nombreuses villes du monde et basée sur la solidarité éthique et politique, le combat contre toutes les formes d'exclusion et de discrimination attentatoires aux droits humains et sociaux sur leurs territoires. Nous soulignons le potentiel émancipateur des initiatives qui s'incarnent dans l'alliance entre pouvoirs locaux et citoyenneté locale et se concrétisent en politiques publiques démocratiques, participatives et inclusives en mettant l'accent sur le rôle déterminant que les femmes jouent dans ces processus : l'égalité de genre doit être une priorité absolue dans le développement des communautés locales.

8. Le réseau FAL défend l'idée qu'avec toutes les luttes pour la démocratie et la justice globale est en train de naître un nouvel internationalisme de la solidarité locale/globale. Ce mouvement comprend un nombre croissant de réseaux de villes et régions, de gouvernements démocratiques et internationalistes qui développent des actions ne se limitant pas à l'espace institutionnel ou aux sphères étatiques. Le réseau FAL se réfère à une éthique de la solidarité, une culture internationaliste et une action politique globale. Nous pouvons rêver et lutter pour des territoires différents, où il fasse meilleur vivre, plus humains et durables.
9. Les villes et territoires sont des espaces de réinvention de la démocratie. Travailler à partir du local pour penser et agir au niveau national et international permet d'articuler concrètement la lutte pour le changement démocratique et la transformation sociale, pour le développement durable, le respect des droits humains dans la ville, l'intégration des peuples pour un nouveau système mondial plus juste et démocratique.
10. Pour le réseau FAL, la coopération internationale décentralisée et horizontale constitue un outil précieux pour améliorer la vie des populations locales, résister aux impacts négatifs de la globalisation et renforcer la lutte collective pour une mondialisation alternative. Nous réaffirmons la nécessité de penser et agir local/global. Cet autre monde possible auquel nous aspirons et travaillons commence dans les villes, au sein desquelles se noue l'alliance stratégique avec les mouvements sociaux.
11. Ce 8^{ème} FAL de Belém do Para apporte de nouvelles réflexions et propositions sur cinq grands axes thématiques¹ et pour un agenda d'actions qui renforce l'engagement et le rôle de notre mouvement d'Autorités locales pour un autre monde possible.

Le FAL manifeste conjointement son engagement à construire et renforcer Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), qui reprend à son compte une part de ces propositions. Cela se manifeste au sein des commissions de CGLU dans lesquelles les Autorités locales du réseau FAL sont les plus actives : Inclusion sociale et démocratie participative ; Villes de périphérie ; Coopération décentralisée ; Culture et diplomatie des villes.

Conséquemment, nous demandons que ces nouvelles réflexions soient prises en compte dans les agendas de nos gouvernements nationaux et ceux des Organisations internationales.

¹ Voir les relevés de décisions des cinq ateliers/débats thématiques du FAL.